



HAL
open science

Audition groupe de travail du CESE. Repenser l'exercice du Rapport annuel sur l'état de la France

Valérie Charolles

► **To cite this version:**

Valérie Charolles. Audition groupe de travail du CESE. Repenser l'exercice du Rapport annuel sur l'état de la France. 2022. hal-03919105

HAL Id: hal-03919105

<https://hal.science/hal-03919105>

Preprint submitted on 2 Jan 2023

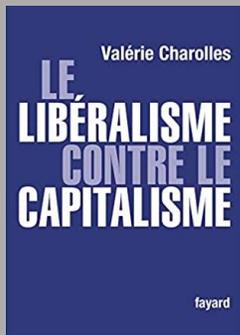
HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Audition groupe de travail

CESE

Repenser l'exercice du
Rapport annuel sur l'état de la France



2006



2021

Valérie Charolles

Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain (IIAC)

UMR 8177 CNRS-EHESS

Chercheure statutaire HDR

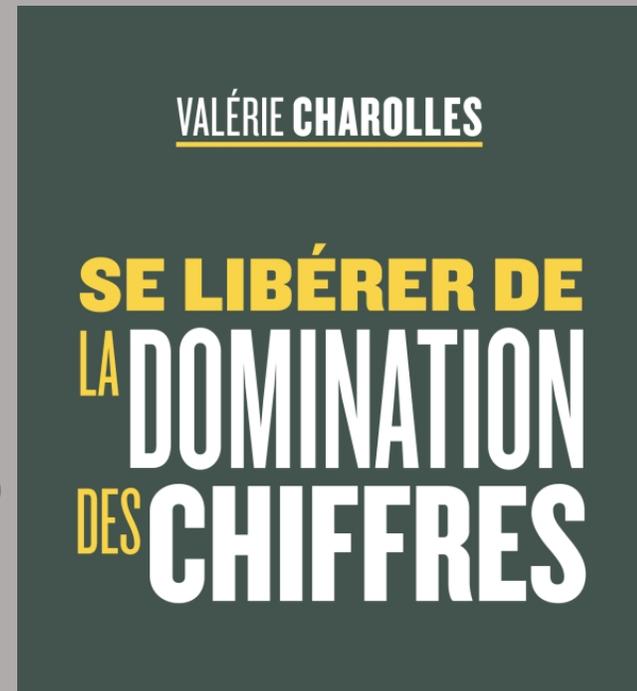
Bureau A526

54 boulevard Raspail, 75006 PARIS

☎ 01 49 54 22 93

✉ valerie.charolles@ehess.fr

www.iiac.cnrs.fr



2022



2008



2013

2016

Contexte philosophique

- ✓ Nous sommes passés du problème des mots et des choses à celui des faits et des chiffres.

Les chiffres devenus un langage universel et dominant face auquel les populations sont largement en situation d'illettrées.

- ✓ Les chiffres ne sont pas les nombres.

Les nombres : entités conceptuelles qui valent par leur absence d'adhérence à la réalité (Platon, Descartes, Russell).

Les chiffres : des mesures qui visent à rendre compte de la réalité. La réalité ne se donnant pas à lire directement sous forme quantifiée, leur production suppose nécessairement le recours à des conventions.

- ✓ On peut distinguer quatre strates entrecroisées dans les faits économiques.

- Les pratiques économiques
 - Les normes qui façonnent ces pratiques (normes comptables, statistiques,...)
- La science qui vise à rendre compte de l'ensemble formé par les pratiques et les normes
 - Les discours économiques (qui peuvent avoir une composante idéologique).

- ✓ Le libéralisme et le capitalisme ne sont pas synonymes, y compris en économie.

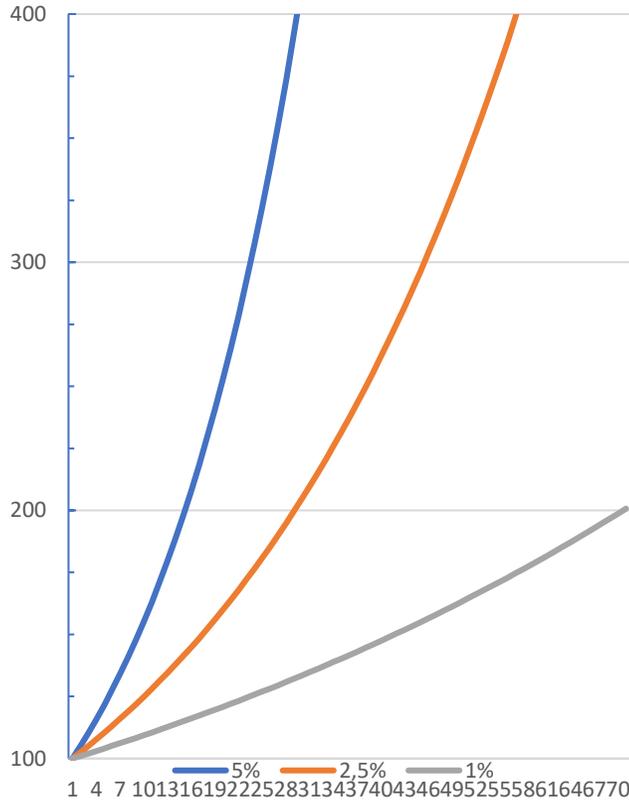
Le moteur du libéralisme selon Adam Smith est la concurrence qui évitera que des entrepreneurs (ou des salariés) aient des positions dominantes.

Différence très nette avec le système économique capitaliste qui valorise les fusions-acquisitions et laisse perdurer des monopoles ou oligopoles (GAFAM, finance) (*Le libéralisme contre le capitalisme*, 2008, 2021).

- ✓ La sphère économique n'a aucune raison de recouvrir tous les aspects de la vie, individuelle ou collective.

1- Le problème de la croissance

Croissance et temporalité



PIB après inflation sur 70 ans pour 5%, 2,5% et 1% de croissance

Croissance et espace de référence

	Ethiopie	France	USA	Chine
Taux de croissance	6,8%	1,7%	2,9%	6,6%
Valeur de la croissance par habitant	50	705	1820	650
Valeurs arrondies de 1% de croissance par habitant	8	415	630	100

en dollars
(sans PPA)

Sources : *Se libérer de la domination des chiffres*, chapitre 10, 2022

Données détaillées (croissance et temporalité)

Années	5%	2,5%	1%
1	100	100	100
2	105	103	101
3	110	105	102
4	116	108	103
5	122	110	104
6	128	113	105
7	134	116	106
8	141	119	107
9	148	122	108
10	155	125	109
11	163	128	110
12	171	131	112
13	180	134	113
14	189	138	114
15	198	141	115
16	208	145	116
17	218	148	117
18	229	152	118
19	241	156	120
20	253	160	121
21	265	164	122
22	279	168	123
23	293	172	124
24	307	176	126
25	323	181	127
26	339	185	128
27	356	190	130
28	373	195	131
29	392	200	132
30	412	205	133
31	432	210	135
32	454	215	136
33	476	220	137
34	500	226	139
35	525	232	140
36	552	237	142
37	579	243	143
38	608	249	145
39	639	256	146
40	670	262	147
41	704	269	149
42	739	275	150
43	776	282	152
44	815	289	153
45	856	296	155
46	899	304	156
47	943	311	158
48	991	319	160
49	1040	327	161
50	1092	335	163
51	1147	344	164
52	1204	352	166
53	1264	361	168
54	1327	370	169
55	1394	379	171
56	1464	389	173
57	1537	399	175
58	1614	409	176
59	1694	419	178
60	1779	429	180
61	1868	440	182
62	1961	451	183
63	2059	462	185
64	2162	474	187
65	2270	486	189
66	2384	498	191
67	2503	510	193
68	2628	523	195
69	2760	536	197
70	2898	549	199
71	3043	563	201

Espace-temps de la vie et de l'économie / Durabilité

2 - L'inéquitable traitement des activités publiques

Des dépenses publiques mal traitées dans le calcul du PIB

- Redressements du PIB : 8 points de PIB pour les loyers imputés (*Se libérer de la domination des chiffres*, chapitres 3 et 4).
- Pas de redressements pour la contribution au produit intérieur brut des activités publiques telles que l'éducation, la santé, la recherche au motif qu'ils seraient délicats à estimer.
- Conséquence : croissance moins dynamique dans les pays à forte solidarité publique.
- Il existe pourtant des acteurs privés dans ces domaines dont la valeur ajoutée pourrait permettre de redresser celle attribuée au secteur public.

Des comparaisons internationales biaisées

- Les statistiques internationales ne rapportent pas les prélèvements obligatoires à ce qu'ils permettent de financer, alors que la gamme de services qu'ils assurent varie fortement selon les pays (*Se libérer de la domination des chiffres*, chapitre 5).
- Une présentation du PIB par grands secteurs d'activité montrerait qu'on ne dépense pas plus en France pour la santé ou l'éducation par exemple et nettement moins que des pays comparables pour la justice notamment.

Contenu du PIB / Comparaisons internationales / Biais

3 - Faire du travail une valeur dans les comptes : l'actif salarial

Le travail est uniquement traité comme une charge et une dette dans la comptabilité, alors qu'il est un des facteurs de production sur lesquels repose la richesse des nations (Adam Smith).

La valorisation du travail, non pas sous forme d'un « capital humain » mais d'un actif immatériel, est mise de côté par un simple considérant des normes IAS/IFRS.

Des travaux conduits depuis 2006 en vue de comptabiliser un actif salarial contractuel dans les comptes pour supprimer le biais actuel des normes internationales en défaveur du travail.

Une expérimentation conduite depuis 2018. Un sujet repris par la CFDT, le collège des Bernardins, le rapport Notat-Sénard, etc.

(Se libérer de la domination des chiffres, chapitre 27)

Prototype d'illustration sous forme d'un indicateur

en Mds€

Masse salariale versée 2021 (source INSEE 10.11.2022)	962
Valeur actif salarial contractuel (base préavis 2 mois soit 1/6ème de la masse salariale pour 73,7% de salariés en CDI)	118
Rappel valeur du PIB en 2021	2 501
Ratio par rapport au PIB	5%

Charolles CESE 10.11.2022

En finir avec l'impossibilité de tenir compte du travail comme d'une valeur positive

Liens possibles avec de nouveaux indicateurs et le rapport annuel sur l'état de la France

« Pour répondre aux limites identifiées, le CESE propose de définir des indicateurs et des sous-indicateurs réellement « nouveaux » qui couvrent les champs suivants, en privilégiant les objectifs définis dans les 17 ODD :

- Indicateurs sur la financiarisation de l'économie, qui pourraient s'appuyer sur des indicateurs existants : profits du secteur financier et total des actifs financiers en pourcentage de PIB.
- Indicateurs relatifs au logement, qui tiendraient compte des proportions de passoires thermiques, de mal-logement et de la part du logement dans le budget des ménages.
- Indicateur sur l'alimentation (baisse des quantités vendues de produits phytosanitaires, indice d'indépendance alimentaire en cas de crise, proportion des produits vendus en circuits courts...).
- Indice de santé sociale des régions, composé de six dimensions résumées ci-dessous :
 - revenu : taux de surendettement, % des ménages assujettis à l'ISF, taux de pauvreté monétaire des moins de 17 ans, rapport D9/D1 du revenu disponible des ménages par unité de consommation ;
 - travail et emploi : taux de chômage, % de fréquence des accidents de travail, % de l'intérim et des CDD, % de conflits du travail avec arrêt ;
 - éducation, santé, logement, lien social et sécurité : % d'actifs sans diplôme, espérance de vie à la naissance, taux de recours au droit au logement opposable, crimes contre personnes et biens/100 000 habitants, % d'adhésion à des associations, % des personnes voyant au moins une fois par semaine leur famille et amis.
- Capacité à faire face aux crises : santé, sécurisation des revenus, services publics, ... - Produit national net, épargne nette ajustée, ...
- Dépendances industrielles.
- Quota national de « reste à polluer » (complété éventuellement par un quota par foyer ou par personne, par territoire, par tranche d'âge).

Quand cela est possible et pertinent, il est indispensable de décliner les indicateurs par territoire, genre, CSP, tranche de revenu, composition du ménage, tranche d'âge. »

RAEF, 2021, p.42.

Déclinaisons possibles issues de la présentation

- Trajectoire d'évolution du PIB à LT (70 ans) et dans l'espace (par groupes de pays)
- Calcul d'indicateurs moins défavorables aux activités de service public
- Actif salarial contractuel et son évolution
- Importance de décliner les indicateurs par rapport aux populations et groupes de revenus

Repenser le rapport annuel sur l'état de la France – Audition

✓ Contexte philosophique

1. Le problème de la croissance

2. L'inéquitable traitement des activités publiques

3. Faire du travail une valeur dans les comptes : l'actif salarial

✓ Liens possibles avec de nouveaux indicateurs et le rapport annuel sur l'état de la France

Je vous remercie

Valérie Charolles

Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain (IIAC) www.iiac.cnrs.fr

UMR 8177 CNRS-EHESS

Chercheure statutaire HDR

Bureau A526

54 boulevard Raspail, 75006 PARIS

☎ 01 49 54 22 93

✉ valerie.charolles@ehess.fr